



JS SUISS

FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PROJET 2021

Dépositaires : Section JSVR, Mehdi Mesbah (JSV), Sebastian Werlen (JUSO Oberwallis), Sandro Werlen (JUSO Oberwallis)

Nom du projet : Nationalisation des transports publics

1 Description du projet (2'000 caractères maximum, espaces compris)

Décrivez votre projet en général : de quoi s'agit-il ?

Nous voulons la nationalisation des transports publics car seule une gestion plus démocratique des moyens de transport nous permettra d'assurer un service public digne de ce nom et capable de relever les défis climatiques posés par ce secteur. En effet, le secteur des transports est responsable d'une grande part des émissions de CO2 en Suisse, or ce sont les voitures qui arrivent largement en tête du classement. Privilégier la mobilité douce par les transports en commun est désormais une nécessité communément admise, mais se donne-t-on vraiment les moyens de réaliser ce changement structurel ?

Les prix des billets n'ont fait qu'augmenter jusqu'à représenter une part très importante, voire insupportable, du budget des familles, des étudiant·e·s et des travailleurs·euses. Le prix élevé des titres de transports ou l'offre dérisoire (car peu rentable) dans les régions périphériques poussent une grande partie de la population à se rabattre sur l'utilisation de véhicules privés. Aujourd'hui en Suisse, les transports doivent être un véritable service d'utilité publique destiné à tous et toutes, et non pas accessible seulement à une partie de la population qui a les moyens financiers et/ou l'envie de faire un « geste pour la planète ».

Chaque tentative pour protester ou intervenir dans la gestion des entreprises privées de transports, que ce soit au niveau des prix ou des politiques salariales, s'est heurtée à un mur. En particulier, les CFF sont certes détenus par la Confédération,

mais celle-ci n'a pas le pouvoir d'imposer des mesures concrètes pour appliquer nos objectifs sociaux et écologiques. Il est grand temps de sortir tous les transports publics des mains privées et de la logique de rentabilité. La mobilité ne doit plus être un luxe mais un droit, les travailleurs-euses de ce pays doivent se réapproprier les transports publics pour une gestion transparente, démocratique et adaptée aux besoins.

2 Description succincte (400 caractères maximum, espaces compris)

Décrivez votre projet en 4 phrases courtes, comme si vous récoltiez dans la rue.

Nous pensons que les transports publics doivent être un vrai service public assuré par l'Etat au bénéfice de la population, comme le service du feu ou les hôpitaux. Les transports publics sont actuellement gérés par des entreprises privées selon une logique de rationalisation des coûts et de maximisation des profits. Nous voulons nationaliser les transports en commun pour qu'ils soient enfin accessibles à tout le monde, peu importe les revenus ou la région. Seul un contrôle plus direct et démocratique peut garantir ces objectifs sociaux et écologiques.

3 Narratif

Quelle histoire la JS peut-elle raconter avec votre projet ?

Nationaliser les transports publics s'inscrit tout d'abord dans les revendications pour des services publics forts qui garantissent que les ressources produites collectivement soient utilisées pour les besoins des 99%. Les CFF étant le plus grand employeur du pays, c'est également un pas vers une économie plus démocratique où les travailleurs-euses ont un droit de regard sur les activités de l'entreprise. Enfin, c'est aussi sans doute le meilleur moyen d'accélérer la transition écologique. En résumé, nous nous battons contre le démantèlement de l'Etat social par la droite bourgeoise, nous réclamons le pouvoir de décider selon les besoins du peuple et de l'environnement.

4 Liens avec les projets précédents

Comment votre projet peut-il être lié aux initiatives et projets nationaux précédents de la JS Suisse ?

La JS s'est attaquée aux salaires des patrons avec 1:12 et à l'imposition des revenus du capital avec l'initiative 99%. Nationaliser les transports en commun, c'est utiliser les richesses collectivement produites pour assurer un service qui profite quotidiennement aux 99%. Nous poursuivons notre combat pour la redistribution des richesses, la diminution des inégalités, et nous attaquons l'idéologie néolibérale qui vise sans cesse à réduire l'intervention étatique au minimum.

5 Pertinence systémique

Dans quelle mesure votre projet pose-t-il d'importantes questions, comment les provoque-t-il ? Quelles nouvelles idées apporte-t-il sur la scène politique ? Comment attaquer grâce à ce dernier l'hégémonie néolibérale ?

Ce projet pose la question de qui doit décider, est-ce l'assemblée générale des actionnaires ou le peuple ? Nous attaquons ainsi directement la propriété privée qui est au centre de l'hégémonie néolibérale. Nous questionnons la capacité des logiques de rentabilité à résoudre les défis sociaux et environnementaux actuels. Nous ne voulons plus lutter contre les décisions d'entreprises privées, Nous voulons nous réapproprier le pouvoir de décision, en particulier quand il s'agit de services aussi fondamentaux que la mobilité. L'intérêt de ce projet est de porter l'idée de nationalisation sur la scène politique pour lutter contre la tendance à la privatisation et démocratiser l'économie.

6 Relations avec l'actualité

Avec quels débats d'actualité le projet peut-il être rattaché ? Pourquoi le projet est-il d'actualité ?

Hormis le débat climatique, nous pouvons citer les scandales récents des subventions qui ont dû être remboursées à la Confédération par plusieurs

entreprises de transports (BLS, CarPostal, CFF) qui en avaient trop réclamé. La gestion antidémocratique et opaque des indemnités versées par l'Etat a démontré l'incompatibilité entre les intérêts privés et publics. Est-ce qu'on veut rester dans ce système dans lequel les pertes sont collectivement et solidairement assumées en temps de crise, alors que les bénéfices sont privatisés quand tout va bien?

7 Mobilisation/recrutement de membres

Comment votre projet peut-il apparaître comme attractif auprès de jeunes non-membres de la JS ? En quoi peut-il nous aider à convaincre des jeunes de nous rejoindre ?

La suppression (AG étudiant 25-30 ans) et la modification désavantageuse (Voie 7) des abonnements touche directement le quotidien des jeunes. De telles décisions prises à l'encontre de l'intérêt des gens et de l'environnement créent des sentiments de révolte et d'impuissance. Ce projet de nationalisation va parler aux jeunes car il donne les moyens d'agir, notamment pour proposer une politique audacieuse en matière de transition de la route aux rails, comme la gratuité des transports publics. Nous montrons au mouvement Grève Climat que nous partageons et appliquons leurs revendications et que nous avons une solution structurelle à leur proposer, extensible à d'autres secteurs.

8 Objectifs

Quels sont les objectifs de votre projet ? Que voulez-vous obtenir à travers ce dernier ?

L'objectif central est de porter dans le débat public le terme de « nationalisation » qui a été galvaudé par la droite. Nous voulons le redéfinir en tant que réappropriation des ressources et du contrôle des moyens d'organisation de la production pour servir l'intérêt public. Nous pouvons faire de la nationalisation un nouveau cheval de bataille pour s'attaquer ensuite à d'autres secteurs comme l'industrie pharmaceutique. De plus, en rendant à l'Etat le plein contrôle sur la politique des transports, nous espérons atteindre d'autres objectifs plus concrets : abolir la

première classe, demander la gratuité des transports publics, l'extension de l'offre en périphérie, la baisse du salaire indécent du PDG, etc

9 Nouveauté

Y a-t-il déjà eu un projet similaire au vôtre (au niveau national ou international) au cours des 20 dernières années ? Si c'est le cas, signalez-le.

On parle pas mal de la gratuité des transports publics dans une optique de justice climatique. Les JSF vont déposer une initiative cantonale pour l'instaurer, on en parle également à Genève. La gratuité des transports est déjà une réalité au Luxembourg et dans quelques villes européennes (Paris pour les - 18 ans). Cependant, la nationalisation peut permettre la gratuité mais répond à d'autres enjeux aussi. Le gouvernement de Boris Johnson est en train de renationaliser les lignes ferroviaires.

10 Dans le cas d'un projet d'initiative : validité juridique

Votre initiative respecte-t-elle l'unité de la matière ? Est-elle, selon vous, réalisable et valide ? (En cas d'incertitude dans ce domaine, vous pouvez contacter le CD.)

Oui et oui.